

Pierre Haroche

« Montrer ses faiblesses
c'est inciter les États-Unis
à prendre leurs distances »

Maître de conférences en politique européenne et internationale à l'Université catholique de Lille, Pierre Haroche a publié « Dans la forge du monde. Comment le choc des puissances façonne l'Europe » (Fayard).

Propos recueillis
par **Pierre Taribo**
journaliste

Les États-Unis sont-ils encore des alliés de l'Union européenne ou sont-ils devenus des adversaires ?

Pierre Haroche : « La position qui a été exprimée par le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, c'est que nous sommes toujours alliés mais de façon différente. Auparavant nous étions alliés dans le sens où les États-Unis étaient les garants de la sécurité européenne et les principaux pourvoyeurs de sécurité en Europe. Pete Hegseth a dit nous sommes alliés mais c'est aux Européens de protéger l'Europe. Les États-Unis eux, se concentrent prio-

ritairement sur ce qui se passe chez eux, dans le Pacifique et en Asie. Donc on est alliés mais les Européens ne peuvent pas être dépendants. C'est le principal message. Je pense que c'est dans cet esprit qu'il faut comprendre l'attitude du président Trump et les discussions au sujet de l'Ukraine.

Ce qui intéresse principalement les États-Unis dans cette affaire, ce n'est pas tel ou tel règlement de la guerre en Ukraine, c'est de pouvoir se désengager rapidement, de ne plus s'occuper de ce conflit et de ne plus donner des armes aux Ukrainiens. Mais ce qui peut faire penser que c'est encore plus compliqué que ça, c'est le début de pourparlers entre les Russes et les Américains où il n'a pas été seulement question de mettre fin au conflit en

Ukraine, ce qui était attendu car c'est ce que Donal Trump a toujours dit, mais ils ont parlé aussi de coopération entre la Russie et les États-Unis. Évidemment, ça reste quelque chose de vague, on ne sait pas très bien ce qu'ils veulent mettre là-dessous. Ils ont évoqué en particulier des coopérations dans le domaine énergétique, mais le communiqué officiel a, quand même, fait état de possibles coopérations sur des enjeux géopolitiques d'intérêt commun. Ce qui donne l'impression que les Américains, veulent, dans une certaine mesure, faire des Russes des partenaires, au moins sur certaines questions. Alors là, nous arrivons à quelque chose qui va plus loin. Ce n'est pas simplement que les Américains lâchent l'Ukraine et d'une cer-

© ESPOL



« Lorsque vous êtes dépendant et vulnérable politiquement, vous êtes à la merci des autres. »

Pierre Haroche, maître de conférences en politique européenne et internationale à l'université catholique de Lille.

taine manière l'Europe en pleine guerre, c'est que les Américains semblent vouloir créer des liens positifs avec l'adversaire. C'est à confirmer parce que nous ne savons pas très bien ce qu'il en est, mais ce serait quelque chose qui irait plus loin. »

Comment en est-on arrivé là ?

« C'est très simple. Ça fait longtemps que tout le monde dit aux Européens que ce n'est pas une bonne chose d'être dépendants des États-Unis à un moment où les États-Unis ne voient pas en l'Europe leur intérêt stratégique essentiel. Et, forcément, si les Américains ne voient pas en l'Europe leur intérêt stratégique essentiel, ils peuvent prendre des décisions qui ne sont pas du tout alignées avec celles des Européens. Le problème c'est que les Européens sont nombreux,

qu'ils ont du mal à se mobiliser les uns les autres. D'autre part, les institutions européennes sont des institutions qui ne peuvent avancer que lorsqu'il y a un large consensus. En matière militaire, la principale organisation européenne c'est l'OTAN avec les États-Unis. Tout ça fait que les Européens ont attendu d'être au pied du mur pour vraiment prendre le problème au sérieux. Sur le fond, ce n'est pas nouveau. Qu'a dit Pete Hegseth ? Que les États-Unis doivent se concentrer sur la Chine. C'est un discours qu'ils tiennent depuis des années. C'était déjà dans la stratégie de défense nationale de l'administration Biden en 2022, de la précédente administration Trump en 2018, donc rien de neuf. Pour les États-Unis, la Russie ce n'est pas un grand problème, l'Europe n'est pas le

théâtre principal de leur puissance dans le monde, il n'y a donc pas de raison qu'ils fassent du soutien aux Européens le pilier de leur stratégie mondiale ».

Face à ce carambolage de l'histoire, l'Europe peut-elle encore s'interroger et se diviser sur la constitution d'une véritable défense européenne ?

« Est-ce qu'il y a quelque chose à faire en matière de défense européenne ? Oui, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a rien. Après la première guerre d'Ukraine en 2014, une réflexion qui avait conduit la Commission européenne à utiliser de l'argent du budget de l'UE en matière de défense avait été lancée, mais dans une perspective uniquement industrielle. À partir de 2022, cette stratégie a été renforcée dans une perspective de soutien >



« Il faut un choc pour se mobiliser, nous sommes en plein dedans. »

« au réarmement des États membres et du renforcement de leur production. À présent, il faut passer à une vitesse supérieure. C'est-à-dire que les instruments que nous avons actuellement sont là pour favoriser un réarmement progressif. Ils ne peuvent donner que des résultats très lents et très limités. Il y a en ce moment une réflexion qui est engagée à l'issue de laquelle les institutions de l'Union européenne doivent, dans quelques semaines, donner un livre blanc. Je pense que ce sera forcément l'occasion de présenter des idées plus ambitieuses sur ce sujet. Moi, personnellement, j'appelle à ce qu'on pourrait nommer une sorte de budget de défense européen, c'est-à-dire un pot commun pour acheter directement des armes au niveau européen et pas simplement compter sur la bonne volonté de chaque État membre faisant des commandes dans son coin. Il faut agir de façon cohérente, c'est un enjeu budgétaire. Et puis, il y a l'autre question importante qui se pose actuellement, c'est celle des troupes au sol. Les Européens sont-ils prêts à donner des vraies garanties de sécurité à l'Ukraine ? Pour l'instant le débat n'a pas beaucoup avancé. Pas tellement parce que les Européens se divisent sur l'intérêt de cette initiative mais parce qu'il y en a encore beaucoup qui ne veulent pas croire vraiment que les Américains ne les soutiendraient pas. La position américaine est la suivante : oui envoyez des troupes au sol mais quand vous serez là-bas, ce sera sans nous. Il s'agit de la sécurité européenne, ce n'est pas à nous d'assurer cette mission ni même de protéger ceux qui l'assurent. Certains États membres espèrent encore qu'à force de dire : dans ces conditions ce n'est pas possible, Trump finira par changer d'avis. Mais je ne pense pas que c'est en faisant étalage de faiblesse et de vulnérabilité qu'ils obtiendront la coopération de

l'administration Trump qui craint de devoir tout faire à la place des Européens. Montrer ses faiblesses c'est plutôt inquiéter les États-Unis et les inciter à prendre leurs distances. Si l'on veut coopérer avec eux mieux vaut se montrer résolu et fort. On en est là, mais si nous n'envoyons pas de troupes au sol en Ukraine, l'Ukraine sera véritablement abandonnée et pire, à terme, ça veut dire qu'on ne pourra peut-être pas compter sur l'Ukraine si nous, nous sommes en difficulté. Ce qui est important dans le contexte où les États-Unis se désintéressent de plus en plus de l'Europe, même s'ils ne sont pas partis complètement, c'est qu'on puisse faire un front commun entre les membres de l'Union européenne et de l'Otan et les Ukrainiens. L'option que beaucoup d'Européens défendent, c'est de faire rentrer l'Ukraine dans l'Otan. Les Américains s'opposent à cette option, mais l'enjeu c'est de faire en sorte qu'Européens et Ukrainiens fassent front commun et ne soient pas divisés par les Russes. »

Il y a la question primordiale de la sécurité du Vieux Continent mais aussi celle de sa perte d'influence. Comment enrayer son décrochage politique, économique, technologique ?

« Le décrochage politique, je le mettrai en lien avec la question de la sécurité. C'est-à-dire que lorsque vous êtes dépendant et vulnérable, politiquement vous êtes à la merci des pressions des autres. C'est un point important, y compris en matière commerciale. Le fait d'être totalement dépendant de l'aide américaine rend les Européens vulnérables dans les négociations commerciales avec les États-Unis. Comment éviter le déclin de l'Europe en matière économique ? Ça renvoie à des instruments qui sont parfois un peu similaires à ceux qui sont importants en matière de défense : ce sont les capacités d'investissement.

C'est un débat qui a été engagé voici plusieurs mois. Il y a eu le rapport Draghi qui dit grosso modo, qu'il faut être capable d'avoir un budget européen plus important, qu'il faut être capable de mettre plus d'argent sur les grandes priorités comme la défense bien sûr, mais aussi la modernisation numérique et l'adaptation climatique. Le contexte actuel peut inciter les Européens à se mobiliser et à faire avancer cette réflexion. »

Compte tenu du rapprochement Trump-Poutine, les intérêts vitaux de l'Europe sont-ils menacés ?

« Si le rapprochement Trump-Poutine c'est simplement de mettre fin au soutien américain à l'Ukraine, ça ne menace pas l'Europe au sens où ils perdent un appui. Mais l'Europe a les moyens de se mobiliser pour compenser cette perte

de soutien parce que l'Europe est collectivement plus riche et a plus de ressources que la Russie. Donc, il n'y a pas de raison qu'elle ne puisse pas faire face à une puissance comme la Russie. Si c'est un vrai rapprochement et que les Russes et les Américains travaillent ensemble sur certaines questions, alors là, nous entrons dans une autre dimension. Nous n'en sommes pas encore tout à fait là, mais il y a des indices inquiétants. Ce qui est clair, c'est que collectivement, oui, les Européens ont les moyens de défendre leurs intérêts. D'une certaine manière le fait d'être mis au pied du mur, aide politiquement et institutionnellement l'Europe à sortir de l'immobilisme et du conservatisme. J'espère que le sursaut sera salutaire car l'Union européenne ne peut pas se permettre de continuer à se comporter comme elle le faisait dans les années précédentes. »

Bâtir une défense commune nécessiterait des sommes colossales. Tous les membres de l'Union européenne sont-ils prêts à consentir un tel effort ?

« Si on prend les sommes que les Européens mettent en matière de défense, c'est déjà important. Le principal problème ce n'est pas de dépenser plus, mais de le faire de façon plus coordonnée et plus cohérente. Si on additionne tous les budgets de défense des pays de l'Union européenne, c'est bien supérieur au budget de défense de la Russie. On peut dire que financer 27 petites armées ne fait pas une grosse armée, mais est-on prêt à centraliser un peu plus les décisions et les efforts ? Je pense que nous sommes à un moment où il faut vraiment se poser cette question. C'est pour cela que je parle d'un budget de défense européen. Cela veut dire aussi consentir des efforts financiers supplémentaires et cela nous renvoie à une question qui a été beaucoup débattue ces derniers mois : celle de la dette commune. C'est-à-dire plutôt que demander à tous les pays de mettre plus d'argent dans le pot commun - ce à quoi ils ne sont pas forcément préparés - parce que certains sont dans une situation budgétaire contrainte, c'est de proposer d'emprunter collectivement. C'est un emprunt adossé au groupe, qu'on remboursera ensemble, peut-être avec des ressources comme des impôts européens. Ce sont des questions qui peuvent se poser dans la recherche de ressources supplémentaires. Mais moi, j'insisterai sur le fait que l'important ce n'est pas forcément plus d'argent, c'est davantage la centralisation de cette dépense. »

Trump veut redécouper le monde autour de trois grands blocs : les États-Unis, la Chine et la Russie. Que peut faire l'Europe pour que la

« Je pense que le partenariat entre les États-Unis et l'Europe peut continuer mais il doit continuer d'une façon qui est moins de l'ordre de la dépendance. »

messe de ses funérailles diplomatiques, ne soit pas dite ?

« C'est tout simple, il faut que l'Europe montre qu'elle est capable d'assurer sa sécurité et de ne pas être une victime passive des tractations entre les États-Unis et la Russie voire États-Unis- Chine, et d'être en mesure d'avoir ses propres instruments de puissance. Et cela est impossible, si votre principale garantie de sécurité c'est de dépendre d'une autre puissance. Je pense que le partenariat entre les États-Unis et l'Europe peut continuer, mais il doit continuer d'une façon qui est moins de l'ordre de la dépendance et plus de l'ordre des transactions entre alliés qui ont des intérêts communs et aussi quelque chose à apporter. C'est un message que les Ukrainiens avancent beaucoup, et le président ukrainien Volodymyr Zelensky l'a redit à Munich où il a déclaré : si l'on veut que l'Europe soit entendue par les grandes puissances, il faut qu'elle ait les instruments pour qu'on l'écoute. Si elle est simplement demandeuse, personne ne l'écouterait. C'est pour cela qu'il a même évoqué une armée européenne. »

Au fond, l'Europe n'a-t-elle pas toujours été un nain géopolitique, sans doctrine pour se faire écouter et respecter ? Les choses peuvent-elles changer ?

« L'Europe ce n'était pas tellement qu'elle soit un nain géopolitique, mais elle a fait le choix d'une délégation de certains aspects de sa puissance aux États-Unis. Maintenant ce sont les États-Unis qui disent eux-mêmes, de façon assez brutale, que ce modèle ne peut pas continuer. Je dirai qu'il y a aussi des sujets sur lesquels les choses ont déjà évolué. Pendant longtemps, l'Europe a eu une façon de faire de la politique économique sur la scène internationale en visant essentiellement l'interdépendance entre économies. Les premières ruptures culturelles ont eu lieu depuis quelques années où l'Europe envisage sa politique économique comme de la géoéconomie. C'est-à-dire une façon de faire de la géopolitique par l'économie. On voit que la culture stratégique européenne change et que même des acteurs - notamment la Commission européenne - dont, pendant longtemps, le principal objectif a été d'encourager les échanges, deviennent aussi des acteurs qui sont attentifs à éviter trop de vulnérabilité à l'égard de partenaires extérieurs. Ils veulent renforcer l'autonomie de l'Union européenne et prendre en compte les notions de sécurité en matière commerciale. Je pense que l'Union européenne a montré qu'elle était tout à fait capable de changer de culture. Simple-ment, il faut des chocs pour se mobiliser et nous sommes en plein dedans. »

L@ Semaine

Magazine de référence et de territoire

Votre hebdo devient magazine, c'est le moment de tester notre formule sans engagement !

	Formule numérique 4 €/mois* ou 49€/an	Formule intégrale 7 €/mois* ou 80 €/an
L'hebdomadaire		
Chez vous en version papier
Sur l'application smartphone et tablette dès le mercredi
Sur lasemaine.fr dès le mercredi
Les suppléments et guides		
Chez vous en version papier
Sur votre application, smartphone et tablette
Sur lasemaine.fr
La newsletter JourdeSemaine		
Chaque soir par email
lasemaine.fr		
Tous les articles en accès libre

*Tarif au mois sans engagement

Je m'abonne à L@ Semaine

Nom Prénom

Adresse

.....

Code postal - Ville

E-mail

Je choisis l'offre :

- Formule Numérique Formule Intégrale
 4 €/mois 49 €/an 7 €/mois 80 €/an

Je choisis l'édition : Metz Nancy

Je choisis de payer par : Chèque Virement RIB

Chèque et RIB à retourner à : Service Abonnement
 Journal La Semaine - 5A avenue de Blida - 57000 Metz
Virement : FR76 1610 6000 5986 4046 2172 093
 BIC : AGRIFRPP861 CA DE LORRAINE

Abonnez-vous directement sur **lasemaine.fr**